

PORC : 2026 ANNÉE CHARNIÈRE POUR MAINTENIR L'AUTOSUFFISANCE FRANÇAISE

- *+2,6 % de hausse de consommation en 2025*
- *98 % d'auto approvisionnement : la dernière filière d'élevage à avoir une production à la hauteur de la consommation*
- *Deux défis à horizon 2035 :*
 - *Assurer la reprise de 1 000 élevages et la reprise de plus d'un tiers des entreprises de charcuterie*
 - *Investir 7 milliards d'euros pour maintenir la production nationale*

La filière porcine française doit maintenir son niveau de production pour répondre au succès du porc en France. En 2025, les achats sont en hausse dans tous les circuits, domicile comme hors domicile. Le porc se démarque des autres viandes par un rythme de la demande accéléré et des prix en retrait. Selon les premières estimations, la croissance de la consommation apparente de porc est passée de +1,4 % en 2024 à +2,6 % en 2025. Il retrouve ainsi la première marche du podium des viandes préférées des Français, à 31,6 kg par habitant consommés sur l'année, à égalité avec les volailles¹. Accessible aux petits budgets, le prix du porc a même reculé en magasins de -1,6 % en 2025, tous produits confondus – viandes et charcuteries –, pour atteindre une moyenne de 12,10 euros/ kg. Quant à la viande de porc en particulier, à seulement 9 euros le kilo, elle est aujourd’hui la moins chère du marché. Dans ce cadre, la mobilisation de tous les acteurs du marché autour de la démarche « Le Porc Français » est fondamentale.

Face à l'enthousiasme des consommateurs pour ses produits accessibles et faciles à servir et cuisiner, la filière porcine française reste désormais la seule de cette envergure à produire un volume équivalent à la consommation française, même si le déséquilibre de consommation entre les pièces nécessite d'exporter des pièces sous-consommées et d'importer des pièces sur-consommées. En 2025, son taux d'autosuffisance s'établit à 98 %, avec une production stable à +0,3 % sur 1 an.

En prévision de la vague de départs à la retraite attendue d'ici 2035 à l'amont comme à l'aval, elle se mobilise pour maintenir son niveau de production. Dans une conjoncture difficile, entre baisse de revenus des éleveurs et hausse des importations des produits transformés, elle en appelle à la levée des contraintes administratives qui bloquent les rénovations et reprises des élevages. La France doit mettre en place une réglementation environnementale adaptée et sortir les élevages de porcs et de volailles des réglementations européennes sur les émissions industrielles (IED). Il en va du renouvellement des générations.



¹ Source : Ifip d'après Agreste

Le renouvellement des générations vital pour maintenir le niveau de production et de transformation



Pour continuer à assurer la souveraineté alimentaire du pays en porc, la filière dépend de l'engagement des nouvelles générations. En effet, 40 % des volumes produits sont détenus par des éleveurs de plus de 55 ans et 35,8 % des dirigeants d'entreprises de charcuterie ont plus de 60 ans. Ils seront partis à la retraite d'ici 2035.

À l'amont, l'Interprofession estime que **la reprise de plus de 100 élevages par an (300 truies en moyenne)** doit ainsi être assurée jusqu'à 2035, nécessitant un investissement évalué à 5 milliards d'euros.

À l'aval de la filière, les rentabilités dégradées depuis plusieurs années affaiblissent la pérennité de l'ensemble de la filière, alors qu'il y a des besoins d'investissements majeurs (compétitivité, transitions). Pour les entreprises de charcuterie, ce sont 2 milliards d'euros sur 10 ans qui sont nécessaires pour maintenir la diversité gastronomique française face à la concurrence des charcuteries étrangères. La France compte en effet plus de 300 entreprises de charcuterie, dont de nombreuses PME qui produisent plus de 450 recettes de charcuterie. Leur reprise est fondamentale et la filière milite pour le renforcement du pacte Dutreil pour faciliter leur transmission et préserver leurs savoir-faire.

Des obligations environnementales européennes inapplicables

Pour encourager les reprises, les installations ou les agrandissements indispensables au maintien du niveau de production, INAPORC interpelle les Pouvoirs publics pour stopper les mesures inapplicables. Elle demande la création d'un régime relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) spécifique à l'élevage à l'échelle française et l'intervention de la France auprès de l'Union européenne pour assurer la sortie des élevages de porcs et volailles de la directive IED. Les techniques à mettre en place (UCOL) proposées par la Commission européenne sont tout simplement inapplicables. Plus de 40 % des élevages disparaîtraient à l'application de ces nouvelles mesures à partir de 2030.

**demain
le PôRC**
TOUS ENGAGÉS POUR UNE FILIÈRE
ATTRACTIVE ET DURABLE

Les professionnels de la filière porcine trouvent insupportable de se voir imposer des obligations totalement inadaptées alors que la filière est déjà engagée sur le sujet. Dans le cadre de sa démarche de responsabilité sociétale « Demain le Porc », elle s'est en effet fixé des objectifs précis, comme la réduction de 25 % de ses émissions de gaz à effet de serre et de ses émissions d'ammoniac d'ici 2035.

Les éleveurs sont d'accord sur l'objectif. Rien ne sert de leur imposer des moyens qui ne correspondent pas à la réalité de terrain. Il est temps que la réglementation ne soit pas systématiquement l'addition de contraintes. De fait, seul l'objectif compte. La méthode pour y arriver doit être laissée à la discrétion des professionnels.



« IED 2.0 » : 60 % des volumes de porcs concernés

Applicable à partir de 2030-2032, la nouvelle directive sur les émissions industrielles « IED 2.0 » entraînera pour l'activité d'élevage porcin :

- un **élargissement conséquent de son périmètre d'application**, via un abaissement drastique des seuils d'entrée. Alors que le texte de 2010 ne concernait que 8 % des élevages porcins, la nouvelle version 2024 devrait concerner 30 à 40 % des élevages, soit plus de 60 % de la production porcine nationale ;
- une **application réglementaire de nouvelles règles d'exploitation** (UCOL) techniquement et économiquement inatteignable en l'état, sans possibilité de solliciter de dérogation, avec en conséquence un risque de suspension d'autorisation des élevages.

Une conjoncture difficile pour les professionnels de la filière

Les acteurs de la filière évoluent sur un marché tourmenté. Après deux ans d'accalmie, les éleveurs repassent sous le seuil de rentabilité, confrontés à une chute des cours du porc de -10,6 % sur 2025, en raison des taxes « anti-dumping » de la Chine et de cas de FPA en Espagne qui ont déstabilisé le marché. Les entreprises de charcuteries doivent quant à elles faire face à une hausse des volumes des produits transformés importés, notamment de saucisses et saucissons (+1,8 % sur 10 mois).

Pour soutenir la filière, INAPORC invite donc tous les utilisateurs et consommateurs à privilégier les produits porteurs du logo de référence en la matière : « Le Porc Français », connu par 95 % des Français². Pour valoriser ce point de repère, elle lance une campagne d'affichage inédite partout en France et dans les magasins durant 5 semaines dès le 18 février, qui devrait générer 139 millions de contacts autour du slogan : « Oui, on peut se régaler sans trancher dans son budget ». Les professionnels partent également à la rencontre du public au Salon International l'Agriculture. Durant 9 jours « Le Porc Français » bénéficiera ainsi d'une visibilité privilégiée auprès des visiteurs de la Porte de Versailles.

9 propositions pour assurer la souveraineté alimentaire en porc

La filière porcine est la dernière filière viande française d'ampleur à conserver un volume de production équivalent à la consommation (98 % de taux d'auto approvisionnement). Une autosuffisance accompagnée d'échanges internationaux : la filière porcine française exporte les pièces sous-consommées en France (28 % de sa production), notamment des abats vers l'Asie et importe les pièces sur-consommées (29 % de sa consommation), notamment des jambons.

Pour les 10 ans à venir, les enjeux consistent à :

- **maintenir cette autosuffisance,**
- **conserver une balance commerciale neutre en volume,**
- **diminuer les importations de charcuteries et donc améliorer la balance commerciale en valeur.**

² Source : enquête INAPORC / Epsilon 2022.

Pour contribuer à la souveraineté alimentaire de la France, la filière a besoin de l'engagement de tous les acteurs du marché afin de consolider sa production annuelle à environ **2,15 millions de tonnes**. Pour y parvenir, les professionnels ont défini **neuf priorités structurantes** à travailler avec les Pouvoirs publics :

1. Créer un régime relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) spécifique à l'élevage, distinct des logiques industrielles
2. Exclure les viandes blanches des directives sur les émissions industrielles (IED) à l'échelle européenne
3. Assurer le renouvellement des générations à l'amont et à l'aval de la filière :
 - **Installation ou reprise : 100 élevages porcins/an** (avec en moyenne 300 truies) **dans les 10 ans à venir**
 - Assurer un maillage territorial adapté pour les abattoirs
 - Conforter le dispositif Pacte Dutreil pour aider à la transmission des entreprises de charcuterie dont les dirigeants arrivent à la retraite
4. Mettre en place des mesures structurelles pour encourager l'investissement en amont et à l'aval de la filière :
 - **5 milliards à investir à l'amont de la filière porcine d'ici 10 ans**
 - **2 milliards à l'aval (entreprises de charcuterie) d'ici 10 ans**
5. Simplifier les procédures pesant sur les entreprises : simplification des contrôles, obligations administratives, demandes d'aides/subventions et pas de surtransposition de la réglementation européenne
6. Réduire les charges pesant sur les entreprises et éviter toute nouvelle charge additionnelle (taxe nouvelle sur produits alimentaires, hausse taxes/Eco-contributions existantes ...)
7. Conserver le logo Le Porc Français connu par 95% des Français comme le socle de l'identification française de l'origine et de la transformation des viandes.
8. Rendre obligatoire des formations sur l'élevage et la transformation des viandes blanches dans les formations agricoles avec en complément des visites d'élevages et d'entreprises
9. Accorder les certificats export au niveau régional et non départemental



Crédit photo : INAPORC – Jérôme Chabanne

SOMMAIRE

LA FILIÈRE MOBILISÉE POUR LE MAINTIEN D'UNE OFFRE À LA HAUTEUR DE L'ENTHOUSIASME DES CONSOMMATEURS

- **LA CONSOMMATION FRANÇAISE DE PORC S'ACCÉLÈRE EN 2025** p. 7
- **LA PRODUCTION FRAGILISÉE PAR LA RARÉFACTION
DES ÉLEVAGES** p. 9
- **LES ÉLEVEURS EN DIFFICULTÉS FACE À L'EFFONDREMENT
DES COURS DU PORC** p. 11
- **LES ENTREPRISES DE L'aval VICTIMES DE LA HAUSSE
DES IMPORTATIONS DE PRODUITS TRANSFORMÉS
ET DES COÛTS DE PRODUCTION** p. 15

LE PORC FRANÇAIS EN CAMPAGNE DANS TOUTE LA FRANCE POUR AFFIRMER SON STATUT DE RÉFÉRENT EN MATIÈRE D'ORIGINE ET SA POSITION DE VIANDE ACCESSIBLE À TOUS LES BUDGETS !

- **L'ORIGINE FRANÇAISE DU PORC ATTENDUE DES
CONSOMMATEURS** p. 19
- **« LA VRAIE RÉFÉRENCE DANS L'ASSIETTE » :
« LE PORC FRANÇAIS » POUR LA PREMIÈRE FOIS EN TÊTE
D'AFFICHE PARTOUT EN FRANCE** p. 23
- **LE PORC PARMI LES ANIMAUX PRÉSENTS AU SALON
INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE : 9 JOURS D'IMMERSION,
D'ÉCHANGES ET DE DÉGUSTATIONS** p. 24

INFOGRAPHIE : LA FILIÈRE FRANÇAISE EN CHIFFRES CLÉS

p. 27

LA FILIÈRE MOBILISÉE POUR LE MAINTIEN D'UNE OFFRE
À LA HAUTEUR DE L'ENTHOUSIASME DES CONSOMMATEURS



LA CONSOMMATION FRANÇAISE DE PORC S'ACCÉLÈRE EN 2025

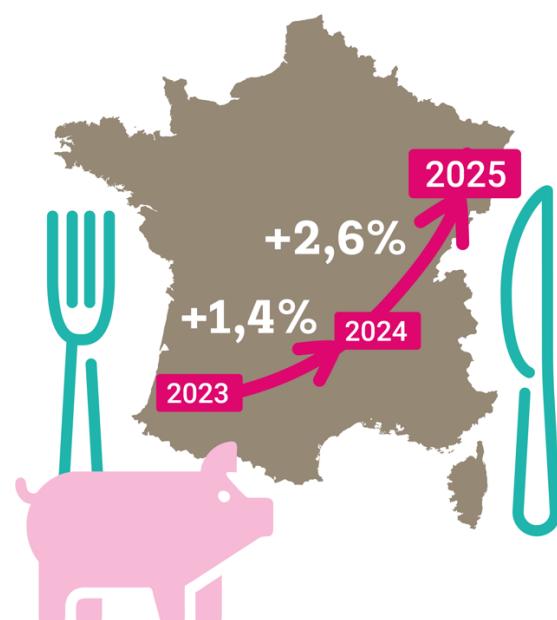
Le porc : au sommet de la consommation avec les volailles

(Source : Ifip d'après Agreste).

En 2025, la hausse de la consommation apparente de porc en France (incluant consommation à domicile et hors domicile) s'accélère. Elle progresse de +2,6 % sur 12 mois selon les premières estimations de l'Ifip, après une reprise à +1,4 % en 2024 vs 2023. La demande nationale retrouve ainsi son niveau des années pré-covid.

Cette hausse porte la consommation du porc par habitant à plus de 31,6 kgec/hab/an (viande et charcuterie) en 2025, d'après les estimations. Une quantité équivalente à celle de la volaille, dont le porc partage la première marche du podium des viandes les plus consommées en France.

ACCÉLÉRATION DE LA CONSOMMATION GLOBALE DE PORC



Source : IFIP d'après Agreste - ©ADOCOM-RP

INAPORC
LES PROFESSIONNELS DE LA PLÈVE PORCINE FRANÇAISE

REPRISE DE LA CONSOMMATION DU PORC EN FRANCE



Source : IFIP d'après Agreste - ©ADOCOM RP

INAPORC

Les ventes de porc à la hausse dans tous les circuits

Source : Ifip d'après Kantarworldpanel pour FranceAgrimer ; Agreste

En magasins, les achats des Français reprennent à la hausse après plusieurs années de baisse. Sur 12 mois arrêtés à fin novembre, ils progressent en 2025 de +2,3 % pour la viande de porc (dont élaborés). Les achats ont en particulier progressé de +7,4 % pour la saucisserie fraîche, de +3,7 % pour la viande de porc, tandis que la charcuterie s'est stabilisée à -0,1 %.

En restauration hors domicile, la progression se poursuit et garde un rythme supérieur, à +2,8 % pour l'ensemble des produits porcins (cumul 12 mois arrêté à octobre 2025).



© guyrenaux.com

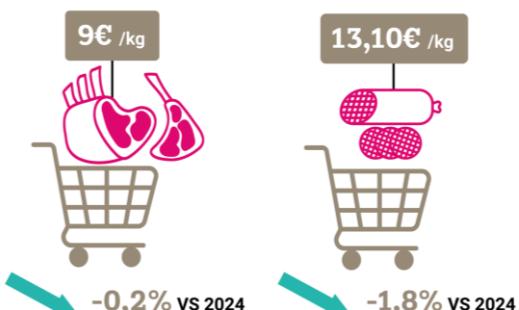
Magasins : succès de la viande la plus abordable du marché

Source : Ifip d'après Myworldpanel pour FranceAgrimer. Estimations 2025.

Tous produits confondus, le prix de vente du porc en magasins est descendu à 12,10 euros/kg en 2025, en recul de -1,6 % vs 2024 :

- le prix de la charcuterie a notamment diminué de -1,8 % en 1 an, à 13,10 euros / kg.
- le prix de la viande a baissé de -0,2 % pour s'établir à 9 euros/kg. La **viande de porc** est ainsi la seule viande dont le prix de vente aux consommateurs a baissé. Il s'agit de la viande **la moins chère du marché**.

LE PORC EN MAGASIN : SUCCÈS D'UNE VIANDE ABORDABLE



Source : Ifip d'après Myworldpanel pour FranceAgrimer - Estimations 2025 - ©ADOCOM-RP

INAPORC

LA VIANDE DE PORC : PARMI LES PLUS ABORDABLES



Source : enquête INAPORC / CSA – 2025 ©ADOCOM-RP

INAPORC



La viande de porc : jugée parmi les plus abordables

93 % des consommateurs sont conscients que la viande de porc figure parmi les viandes les plus **abordables** du marché.

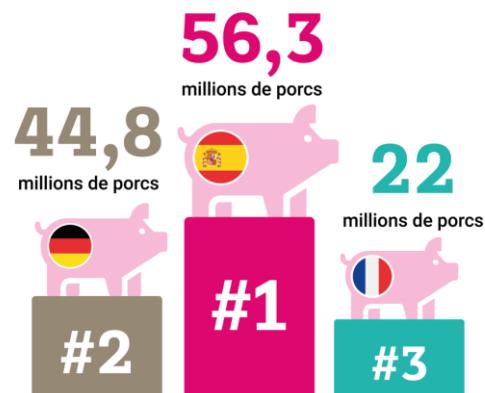
LA PRODUCTION FRAGILISÉE PAR LA RARÉFACTION DES ÉLEVAGES

La France : 3^e pays producteur de porcs en Europe

Source : Ifip cumul 11 mois janv. à novembre 2025 ; abattages zone Uniporc

Avec environ 22 millions de porcs produits en 2025 d'après les premières estimations, la France se situe en 3^e position des pays producteurs de l'Union européenne, derrière l'Espagne et l'Allemagne.

PRODUCTION DE PORCS EN EUROPE



Source : IFIP 2026 d'après Eurostat -
Estimations non consolidées (issues 11 mois) - ©ADOCOM-RP

INAPORC

Stabilité de la production française en 2025

Source : Eurostat et estimations à partir de 11 mois 2025

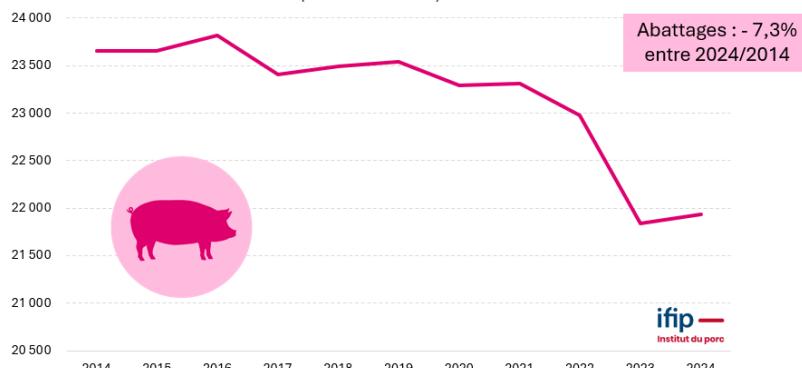
En 10 ans, le nombre de porcs abattus en France a diminué de l'ordre de -7,3 %.

Avec une estimation à 22 millions de porcs produits, soit +0,3 % vs 2024, l'année 2025 confirme la stabilité de la production française amorcée l'an passé (+0,4 % vs 2023).

Sur 2025, l'Allemagne est restée également stable à +0,4 %, tandis que la production de l'Espagne a augmenté de +4,4 %.



Nombre de porcs abattus en France
(En milliers de têtes)



Source : Ifip d'après Agreste

Érosion de l'auto approvisionnement : la production peine à couvrir la consommation

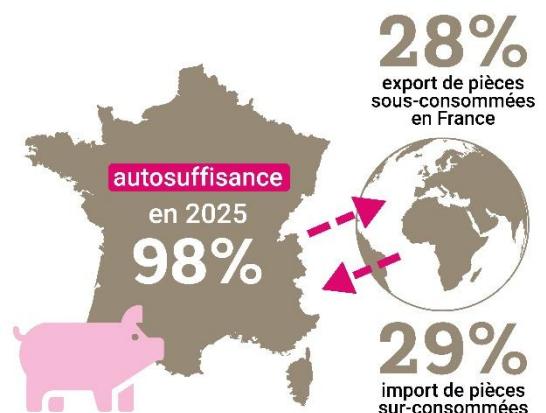
(Source : Estimations IFIP non consolidées d'après abattages totaux Eurostat)

D'après les estimations, la filière porcine française a produit un volume équivalent à **98 % de la consommation globale du marché français en 2025**. Une proportion en baisse de -1,1 % par rapport à 2024 et largement sous les 103 % de 2022.

Du fait des besoins en pièces différents selon les marchés, la filière porcine française devra toujours importer les pièces sur- consommées en France (notamment les jambons) et exporter les pièces sous-consommées notamment les abats.

Au regard de la hausse de la consommation, la production est, dans tous les cas, insuffisante en raison d'une relève difficile à mettre en place lorsque les éleveurs arrêtent leurs activités.

FRANCE : L'AUTOSUFFISANCE EN PORC S'EFFRITE



Source : IFIP 2025 estimations non consolidées
©ADOCOM-RP

INAPORC

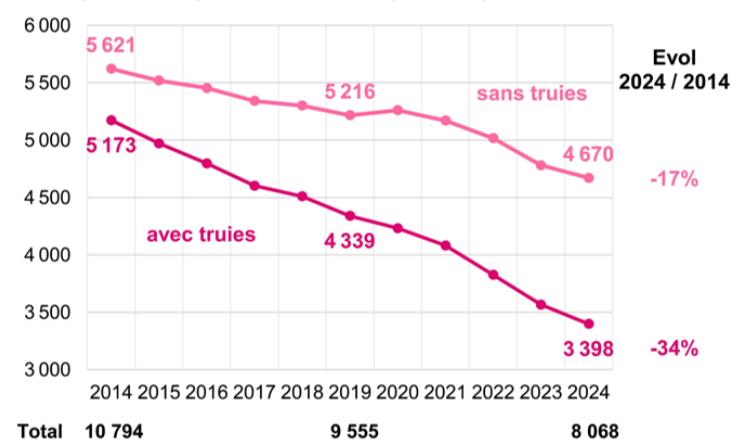


-25 % d'élevages porcins en 10 ans

La France compte de moins en moins d'élevages porcins.

En 10 ans, de 2014 à 2024, le pays a perdu 25 % de ses élevages (de plus de 300 porcs). La France est passée de près de 10 800 élevages en 2014 à moins de 8 100 en 2024. Le nombre d'élevages avec truies a diminué de -34 %. La baisse est un peu moindre pour les élevages sans truies, dont l'activité porte uniquement sur l'engraissement des porcs, à -17 %.

Nombre de sites porcins sortant plus de 300 porcs charcutiers ou porcelets par an



Source : ifip d'après BDPORC

LES ÉLEVEURS EN DIFFICULTÉS FACE À L'EFFONDREMENT DES COURS DU PORC

Un marché déstabilisé par les taxes chinoises et la FPA en Espagne

Depuis les derniers mois de 2025, la filière porcine française, à l'image des filières européennes, subit un repli du prix d'achat du porc aux éleveurs. Une conséquence des taxes « anti-dumping » mises en place par les autorités chinoises pour l'exportation de porc européen vers la Chine et de la détection de cas de Fièvre Porcine Africaine en Espagne, 1^{er} pays producteur d'Europe.

Les **autorités chinoises** ont décidé en juin 2024 de mesures de rétorsion contre le porc européen. Cette procédure « anti-dumping » a été décidée en réaction aux surtaxes appliquées par l'Union européenne aux importations de véhicules électriques et autres produits chinois. Les droits de douane additionnels chinois provisoires sur le porc ont été annoncés le 5 septembre 2025 et sont entrés en vigueur sur toutes les marchandises dédouanées à partir du 10 septembre 2025. Les entreprises françaises ont donc été soumises pour certaines à un taux provisoire grimpant jusqu'à 62,4 % et d'autres à un taux moyen de 20 %, jusqu'à l'entrée en vigueur des droits définitifs, abaissés à 9,8 % au 17 décembre 2025 au porc européen. Le prix du porc a baissé de 29 centimes entre ces deux dates.



Bon à savoir

Chine et France : deux productions porcines complémentaires

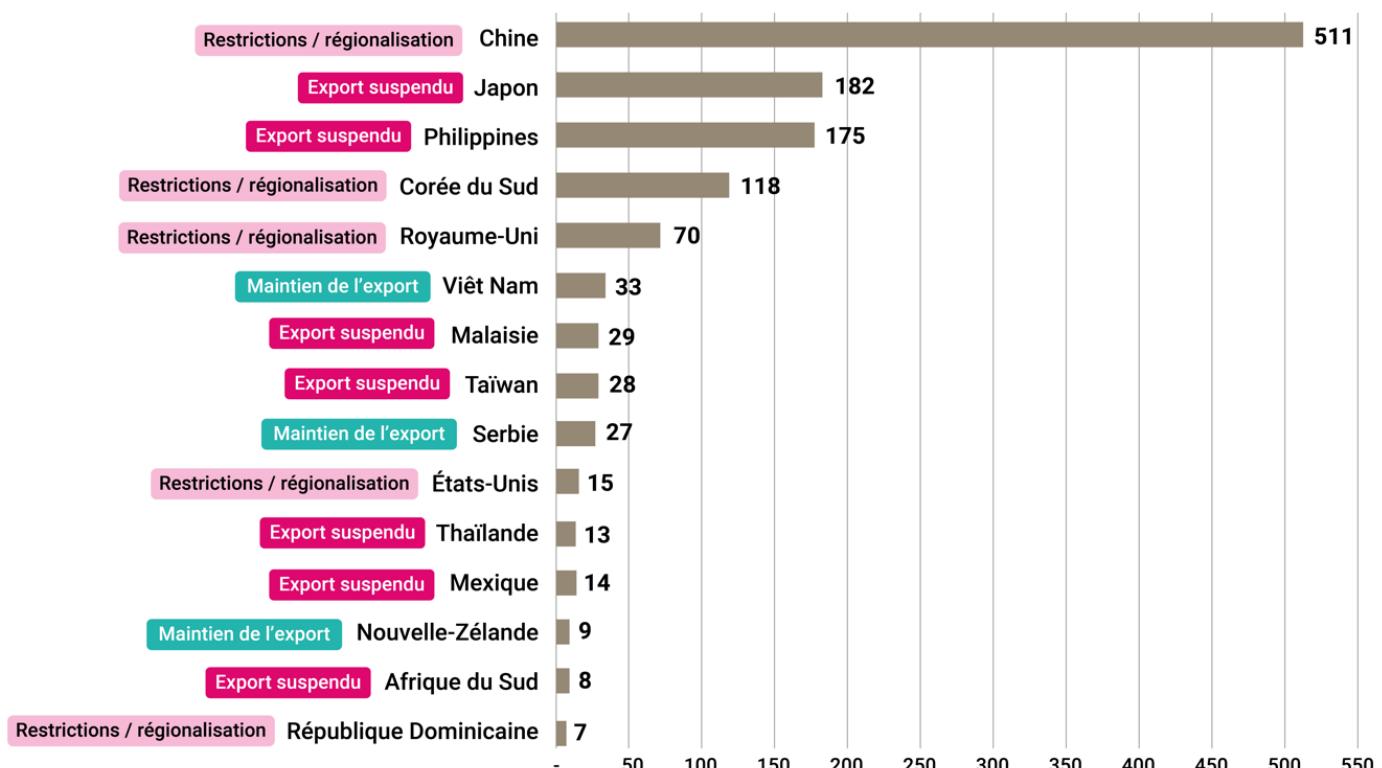
La production française n'entre pas en concurrence avec la production chinoise et n'a pas de raison d'être soumise à des actions anti-dumping. Il s'agit de deux productions complémentaires. La France exporte vers la Chine des produits de porc peu consommés en Europe (abats, oreilles, pieds...) et très appréciés en Chine. Ces échanges permettent donc d'optimiser la valorisation du porc français dans le monde et d'empêcher le gaspillage alimentaire.



À cette situation baissière pour les cours du porc s'est ajoutée la détection de cas de **Fièvre Porcine Africaine** en fin d'année 2025 en **Espagne**, entraînant des restrictions ou la fermeture des frontières des principaux pays extra-européens destinataires de ses exportations et donc un afflux de viande et de charcuterie espagnoles sur le marché européen.

TOP 15 DES DESTINATIONS (MARCHÉS TIERS) DE L'ESPAGNE

(EN 1 000 T, TOUS PRODUITS DU PORC - HORS VIF, cumul 12 mois août 2024 - septembre 2025)

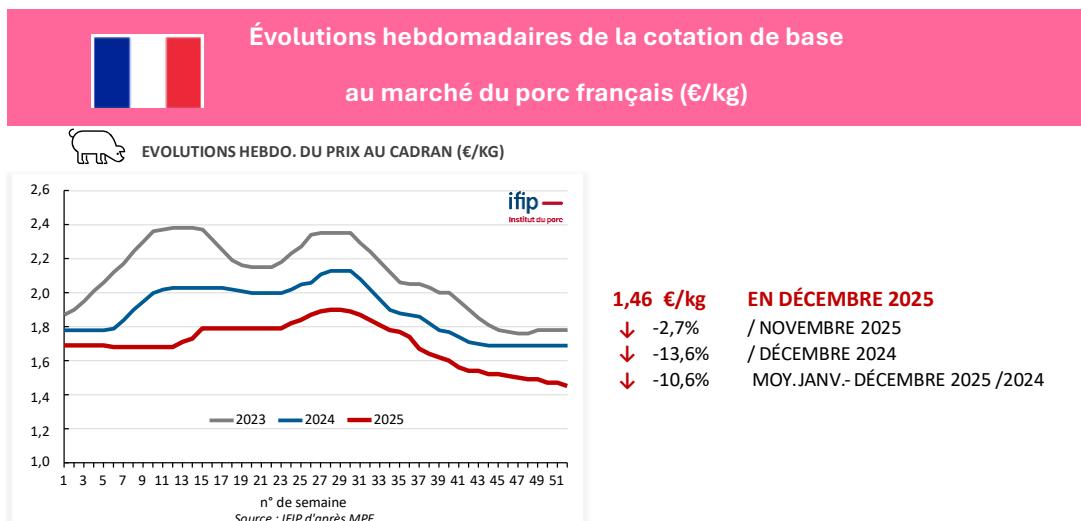
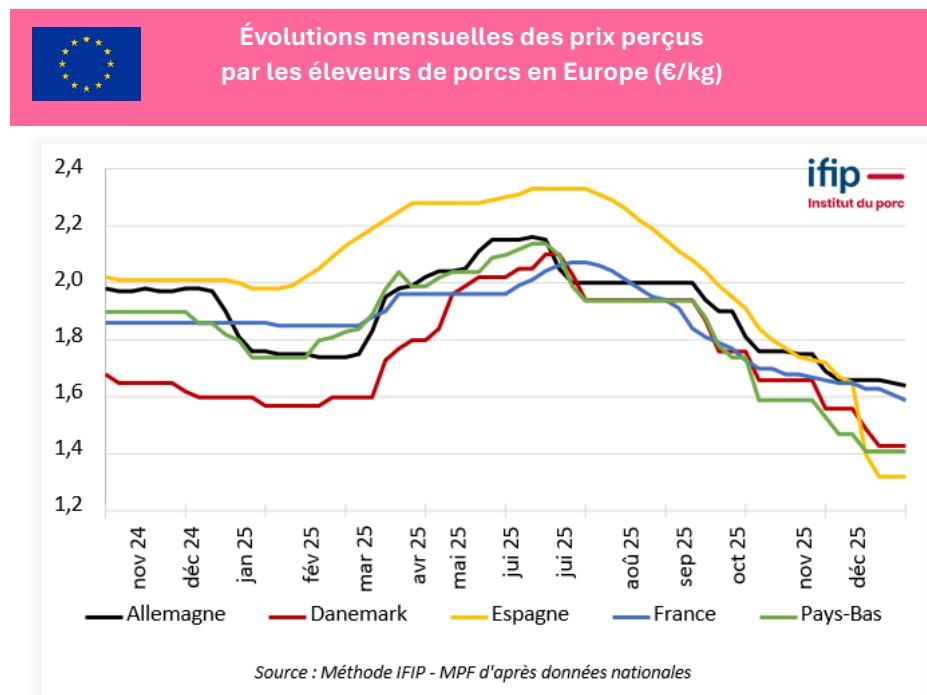


Source : Eurostat, douanes, traitement ifip d'après ministère de l'Agriculture espagnol - ©ADOCOM-RP

Chute des prix du porc acheté aux éleveurs français : -10,6 % sur 1 an

(Source : Ifip, prix perçu par les éleveurs français)

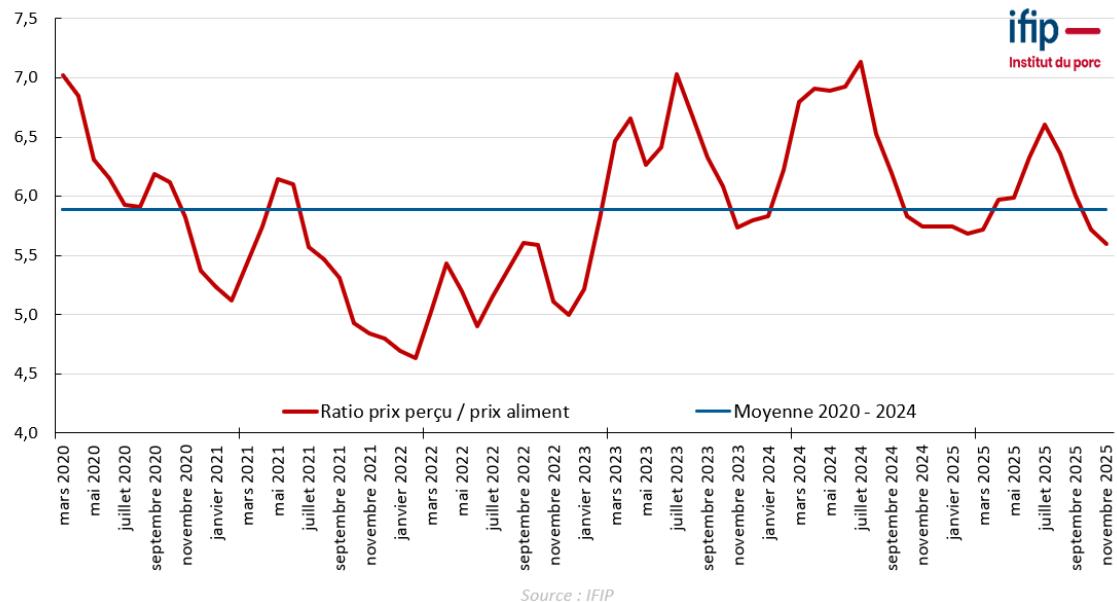
Après deux années leur assurant une rémunération correcte, les éleveurs de porcs sont victimes d'une chute de leurs revenus depuis la mi-juin. Le prix payé pour les porcs en sortie d'élevage a en effet enregistré une baisse en France de -10,6 % en 2025 vs 2024. Les éleveurs produisent désormais sous leur seuil de rentabilité, avec des prix d'achat de leurs porcs bien en deçà des prix des années 2023 et 2024.





**Évolutions mensuelles du ratio
entre le prix perçu par les éleveurs de porcs en France
et le prix de l'aliment (€/kg)**

ifip
Institut du porc



LES ENTREPRISES DE L'aval VICTIMES DE LA HAUSSE DES IMPORTATIONS DE PRODUITS TRANSFORMÉS ET DES COÛTS DE PRODUCTION

La balance commerciale positive en volume et négative en valeur poursuit son effritement

Le commerce international de la filière porcine française est dominé par les échanges de pièces. Elle exporte principalement des pièces avec os vers l'Union européenne et la Chine. Elle importe essentiellement des morceaux désossés et des produits transformés, depuis l'Union européenne uniquement.

En 2025, le **solde de la balance commerciale** du porc devrait poursuivre son repli. L'IFIP estime qu'il devrait rester **positif en volume**, mais reculer de -5,5 % pour atteindre + 124 600 tonnes sur l'année 2025, contre 131 800 tonnes en 2024. Le solde **négatif en valeur** continue de se dégrader. Il devrait atteindre -688 millions d'euros en 2025, contre -566 millions en 2024, en raison de l'augmentation des importations de produits de charcuteries, venant concurrencer des produits français en particulier les salaisons sèches.



À retenir

Les échanges internationaux de la filière porcine française sont dominés par les échanges de pièces : elle exporte principalement des pièces avec os, vers l'Union européenne et la Chine, tandis qu'elle importe essentiellement des pièces désossées et des produits transformés, uniquement depuis l'Union européenne.

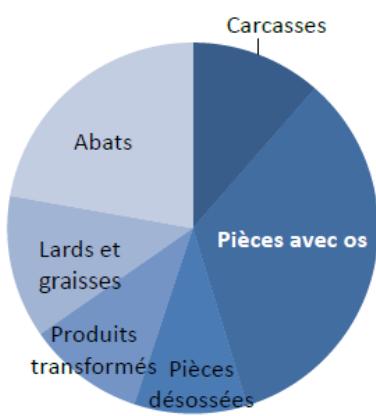


Les importations de produits transformés en progression

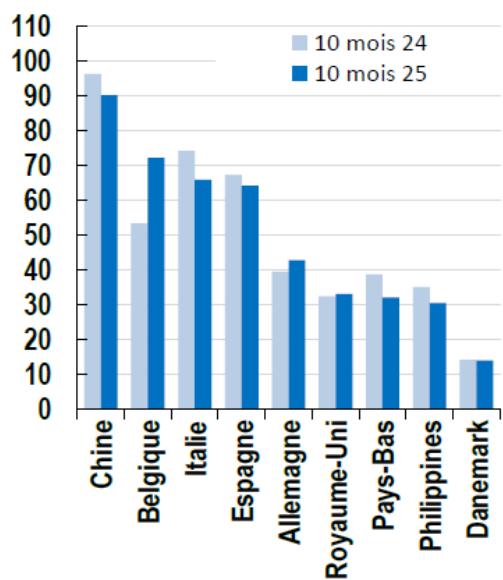
En 2025, les **exportations françaises de porc**, tous produits confondus, sont en repli de -1,4 % en volume (sur 10 mois 2025/24). Les exportations françaises de porc vers la Chine - 1^{er} pays destinataire - sont en particulier en recul de -6,3 % en raison des taxes anti-dumping.

Dans le même temps, si les **importations françaises** de porc sont globalement stables en volume, à -0,3 % sur 10 mois 2025/24, mais en hausse de +1,3 % pour la viande (carcasses, pièces avec os et désossées) et de +0,5 % pour les produits transformés. Les produits transformés sont plus particulièrement en progression de +3,8 % depuis l'Espagne et l'Allemagne sur la période. **En grande distribution, 1 charcuterie sur 5 est d'origine étrangère.**

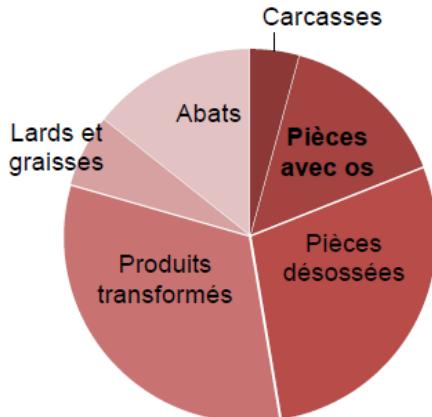
Produits exportés : cumul 10 mois 25
(tonnages en %)



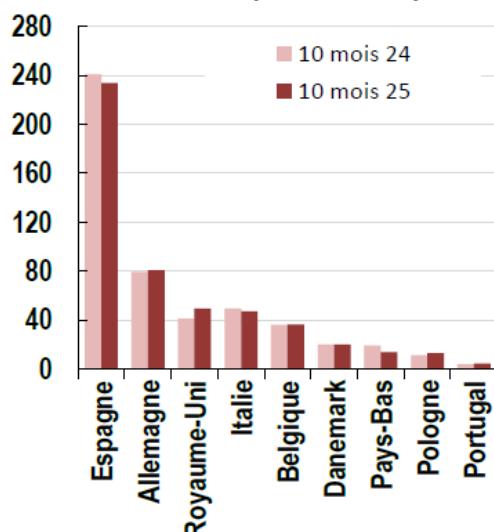
Principales destinations :
cumul 10 mois 25 (1000 tonnes)



Produits importés : cumul 10 mois 25
(tonnages en %)



Principaux fournisseurs :
cumul
10 mois 25 (1000 tonnes)



Les entreprises malmenées par la multiplication des hausses de coûts

Les entreprises de l'alimentation animale, les abattoirs, les entreprises de charcuterie et la distribution ont été durement impactées par la flambée des prix des matières premières industrielles : énergies (en particulier le gaz), emballages, main-d'œuvre.

Concernant les entreprises de transformation, ces augmentations remettent en cause leur équilibre financier lié à la difficulté de répercuter ces hausses de coûts dans un contexte de très forte tension sur le pouvoir d'achat des consommateurs.

Ainsi, en 2024, 24% des entreprises de charcuteries étaient déficitaires et 22% avaient un résultat net entre 0 et 1%.

Extrêmement fragilisées économiquement, les entreprises appellent ainsi à limiter et même éviter de nouvelles augmentations de leurs coûts, comme la **redevance eau** ou l'écocontribution liée à la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP), en particulier concernant les emballages, la restauration et la nouvelle écocontribution sur les déchets d'emballages industriels et commerciaux. Les entreprises s'inquiètent également de l'augmentation des **cotisations des assurances (+38% en moyenne en 2024)**, voire du refus de certaines d'entre-elles de couvrir le risque de sinistre.



LE PORC FRANÇAIS EN CAMPAGNE DANS TOUTE LA FRANCE
POUR AFFIRMER SON STATUT DE RÉFÉRENT EN MATIÈRE D'ORIGINE
ET SA POSITION DE VIANDE ACCESSIBLE À TOUS LES BUDGETS !

OUI,
ON PEUT
SE RÉGALER
SANS TRANCHER
DANS SON
BUDGET.

Découvrez toutes nos viandes et charcuteries
chez votre artisan et en grande surface.

Toutes nos recettes et nos engagements sur www.leporc.com



LA
VRAIE
RÉFÉRENCE
DANS L'ASSIETTE

Publicis Adme - Crédit photos : Studio Gremi / Anne-Sophie Urdeneix / Bernonague - 2016

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE GRIGNOTER ENTRE LES REPAS. WWW.MANGERBOUGER.FR

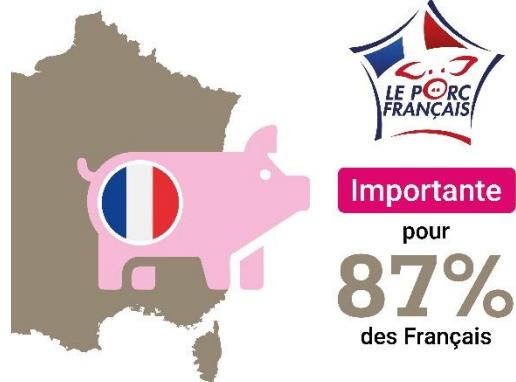
L'ORIGINE FRANÇAISE DU PORC ATTENDUE DES CONSOMMATEURS

L'origine française : une attente essentielle des consommateurs de porc

La grande majorité des consommateurs de porc – 87 % –, qu'il s'agisse de viande ou de charcuterie, juge **important d'acheter du porc d'origine française**.

Il faut dire que faire le choix du porc d'origine française contribue à la **préservation des élevages en France** d'après 94 % des Français et à la **souveraineté alimentaire du pays** pour 91 % d'entre eux. Ils sont autant à estimer que l'origine française du porc constitue une **garantie de qualité en général** et de **qualité sanitaire** en particulier.

L'ORIGINE FRANÇAISE DU PORC



Source : enquête INAPORC / CSA – 2025 ©ADOCOM-RP

INAPORC

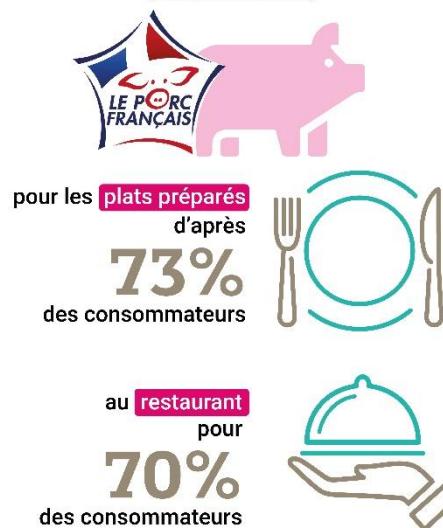
Ils sont également 84 % à savoir que l'origine française du porc assure le respect d'une **réglementation sur la bientraitance animale parmi les plus strictes du monde**.

L'identification de l'origine du porc aussi attendue dans les plats préparés et au restaurant

La population française estime important de connaître l'origine du porc, quel que soit le contexte. Les consommateurs attendent ainsi cette précision aussi bien dans les plats préparés (sandwiches, pizza, quiches, salades composées...) qu'à la carte des restaurants. 73 % des consommateurs jugent ainsi important de savoir si le porc est d'origine française dans les ingrédients des préparations et 70 % lorsqu'ils commandent du porc au restaurant.

L'ORIGINE FRANÇAISE DU PORC

Importante



Source : IFIP d'après Kantar Worldpanel pour France/AgriMer et Agreste - ©ADOCOM-RP

INAPORC

Porc d'origine française : confiance accordée !

Les Français font largement confiance au porc d'origine française. Ils sont 91 % à exprimer leur confiance envers ses **qualités gustatives** et 89 % son aptitude à assurer la **sécurité alimentaire**. Ils sont également 87 % à faire confiance à sa **tracabilité** et 78 % aux **pratiques d'élevage** des professionnels français. 72 % des Français estiment même que la taille des élevages en France est raisonnable.

PORC D'ORIGINE FRANÇAISE :
CONFIANCE ACCORDÉE !



91%

Qualités gustatives



89%

Sécurité alimentaire



87%

Tracabilité



78%

Pratiques d'élevage

Source : enquête INAPORC / CSA – 2025 ©ADOCOM-RP

INAPORC



Bon à savoir

Le porc français : un modèle singulier en Europe

Le modèle français d'élevage porcin fait figure d'exception en Europe et dans le monde. La plupart des 8 000 élevages que compte la France sont en effet des élevages familiaux transmis de génération en génération. En moyenne, un élevage de porcs français compte 226 truies. Cette moyenne est près de 4,5 fois plus élevée dans d'autres pays d'Europe et près de 45 fois dans des pays du monde, comme les USA.

De plus, les fermes françaises exerçant une activité d'élevage porcin s'étendent sur une moyenne de 102 ha, s'inscrivant ainsi dans une véritable économie circulaire, avec des cultures fertilisées grâce aux effluents de l'élevage. Ces fermes sont ancrées dans la vie économique locale, avec une moyenne 2,4 travailleurs sur site, dont chacun génère jusqu'à 6 emplois dans la filière.

La filière représente un total de plus de 218 000 emplois directs et indirects en France. La charcuterie française, avec ses 450 recettes produites par 300 entreprises de charcuterie et des milliers d'artisans, est un fleuron de la gastronomie française.

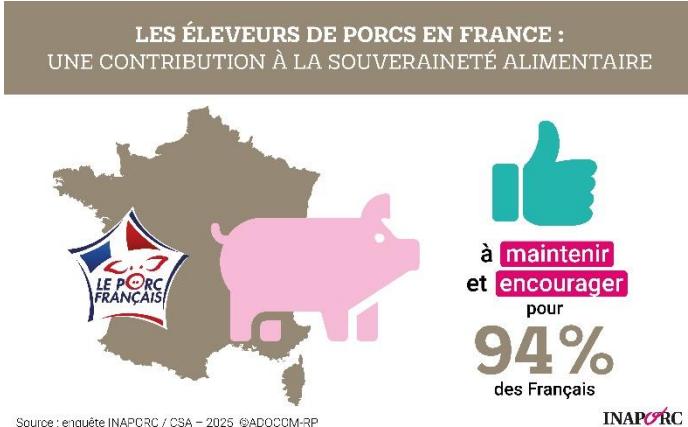


L'engagement des éleveurs de porcs français majoritairement connu

Les Français sont majoritairement conscients du rôle clé des éleveurs de porcs en France dans la **vitalité économique des territoires** du pays : 85 % s'accordent sur ce point. Ils connaissent bien leurs engagements, notamment pour la production de **porcs de qualité** (81 %) et dans l'amélioration continue des **bonnes pratiques d'élevage** (75 %). La majorité de la population sait également qu'ils sont engagés en faveur de la bientraitance animale (69 %) et de la **préservation de l'environnement** (66 %).

La contribution de la filière à la souveraineté alimentaire à soutenir

94 % de la population estime important de maintenir et d'encourager la contribution de la filière du porc français à la souveraineté alimentaire du pays.



« Demain Le Porc » : la démarche de responsabilité sociétale de la filière approuvée

La quasi-totalité des Français déclare son soutien à la démarche de responsabilité sociétale mise en place par la filière porcine française. **92 % des Français disent en effet soutenir « Demain Le Porc »,** démarche visant à améliorer la bientraitance animale et baisser les émissions de gaz à effet de serre tout en maintenant une production équivalente à la consommation.

SOUTIEN DE LA DÉMARCHE RSE « DEMAIN LE PORC »



demain
le PoRC

TOUS ENGAGÉS POUR UNE FILIÈRE ATTRACTIVE ET DURABLE

Source : enquête INAPORC / CSA – 2025 ©ADOCOM-RP

INAPORC
LES PROFESSIONNELS DE LA FILIÈRE PORCINE FRANÇAISE



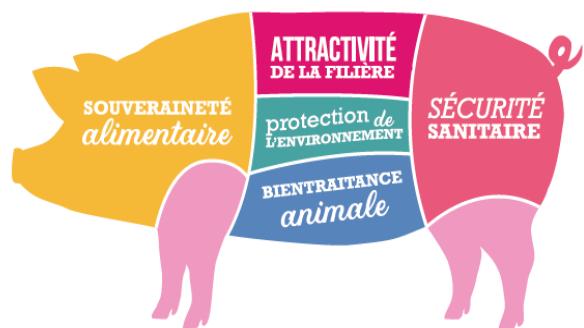
« Demain Le Porc » : la filière mobilisée pour continuer à répondre aux attentes des Français

La démarche de responsabilité sociétale intitulée « Demain le Porc » vise à valoriser les bonnes pratiques de la filière et à poursuivre ses avancées en se fixant des objectifs chiffrés à 2035.

« Demain, le Porc » est issu d'un travail collaboratif de tous les acteurs concernés, qui a permis d'élaborer une démarche de responsabilité sociétale commune. Cet outil structurant définit en particulier les enjeux prioritaires de la filière, sur lesquels sont basés les **5 piliers** de la démarche :

- Pilier souveraineté alimentaire
- Pilier attractivité de la filière
- Pilier protection de l'environnement
- Pilier sécurité sanitaire
- Pilier bientraitance animale

**demain
le PÖRC**
TOUS ENGAGÉS POUR UNE FILIÈRE
ATTRACTIVE ET DURABLE



Sur le pilier de la **souveraineté alimentaire**, il s'agit en particulier d'atteindre 50 % de produits porteurs du logo « Le Porc Français » en rayon pour faciliter l'identification de l'origine française auprès de consommateurs. En matière d'**attractivité**, la filière se fixe un objectif de reprise pour 100 % des élevages porcins transmissibles afin d'assurer la production des années à venir.

Pour renforcer la **bientraitance** des animaux, les truies seront hébergées dans des bâtiments liberté, avec 50 % de truies élevées dans ce type de structure d'ici 2035 et 100 % des nouvelles constructions équipées. Sur la question de l'**environnement**, la démarche de responsabilité sociétale va s'attacher à mener des actions relatives au changement climatique, visant à l'atténuer et à s'y adapter, avec des objectifs chiffrés de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre de -25% à 2035. La filière va également poursuivre la limitation de son impact, en particulier en privilégiant une alimentation issue de matières premières locales et de soja « **zéro déforestation importée** », en développant l'éco-conception des emballages, en renforçant la place des élevages dans l'économie circulaire avec la valorisation des effluents, etc.

Les avancées vont également se poursuivre en matière de **sécurité sanitaire** et de biosécurité avec le déploiement des audits « Pig Connect » ou encore la faible utilisation des antibiotiques, réduite de -67 % entre 2011 et 2022. Le travail sur la naturalité des produits de charcuterie en matière d'usage des additifs va également se poursuivre, comme sur la réduction de la teneur en nitrites, déjà plus faible de 20 % en France que dans les autres pays européens.

« LA VRAIE RÉFÉRENCE DANS L'ASSIETTE » : « LE PORC FRANÇAIS » POUR LA PREMIÈRE FOIS EN TÊTE D'AFFICHE PARTOUT EN FRANCE

Un logo connu par 95 % des Français

Lancé en 2014, le logo « Le Porc Français » fait partie du paysage alimentaire des Français. Il doit rester le socle de la filière et ne pas être substitué par le très complexe Origin'Info. Il est en effet désormais connu de 95 % des Français, qui sont autant à savoir qu'il concerne les porcs **nés, élevés, abattus et transformés en France**. De plus, 89 % des consommateurs de porc considèrent que sa présence sur la charcuterie ou la viande peut influencer positivement leur achat. (Source : enquête INAPORC / EPSILON 2022)



Un logo cohérent avec les autres repères d'origine française

Le logo « Le Porc Français » permet aux consommateurs d'identifier en un coup d'œil le porc d'origine française dans les rayons des magasins. Avec son pentagone tricolore, il est en synergie avec les logos de l'Association des Produits Agricoles de France (APAF), attribués aux fruits et légumes, aux œufs, etc. Facile à repérer, le label « Le Porc Français » permet ainsi d'effectuer un choix éclairé et de profiter de produits de qualité, respectueux des réglementations en vigueur et issus des bonnes pratiques d'une filière française engagée.

2026 : une identité affirmée dans sa nouvelle campagne

Dès le 18 février, « Le Porc Français » et sa signature « La vraie référence dans l'assiette » seront massivement présents sur des affiches en ville et sur les charriots en magasins.

Le visuel créé pour la nouvelle campagne met l'accent sur l'aspect abordable du porc, avec un slogan articulé autour d'un jeu de mots inspiré de la boucherie-charcuterie : « Oui, on peut se régaler sans trancher dans son budget ».



5 semaines de présence et 139 millions de contacts partout en France

La campagne « Le Porc Français » sera visible du 18 février au 22 mars dans tout le pays et devrait générer 139 millions de contacts. Dans un premier temps, du 18 au 24 février, les visuels seront affichés sur des panneaux de 8 m² et de 2 m² dans les centres-villes des principales agglomérations métropolitaines. Ensuite, du 23 février au 22 mars, l'affiche sera visible sur les charriots de près de 190 hypers et supermarchés, pour interpeller les consommateurs directement sur leurs lieux d'achat.

LE PORC PARMI LES ANIMAUX PRÉSENTS AU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE : 9 JOURS D'IMMERSION, D'ÉCHANGES ET DE DÉGUSTATIONS

Du 21 février au 1^{er} mars, au Salon International de l'Agriculture, le porc fera partie des 3 500 animaux présents sur l'événement. L'occasion de voir différentes races locales de cochons et de participer à de nombreuses animations au sein du « Village du Cochon » dans le Hall 1. L'espace réunit en effet les stands de l'Interprofession nationale porcine INAPORC, du Ligeral (l'association des livres généalogiques collectifs des races locales de porcs françaises) et de Herta, entreprise industrielle de charcuterie-traiteur.





Au sein du Village du Cochon, sur le Stand 1 M 023, INAPORC participe au SIA avec un programme riche et convivial, destiné à valoriser la diversité et le savoir-faire de la filière porcine française. Les visiteurs pourront notamment vivre une expérience immersive grâce à une visite virtuelle d'un élevage de porcs avec des lunettes 360°, et échanger directement avec des éleveurs venus sur place depuis toute la France.

Animations, dégustations, cadeaux

De multiples animations ludiques permettront de remporter des cadeaux en testant ses connaissances sur le cochon, son alimentation et en participant à des jeux, dont une version géante du Cochon qui Rit®.

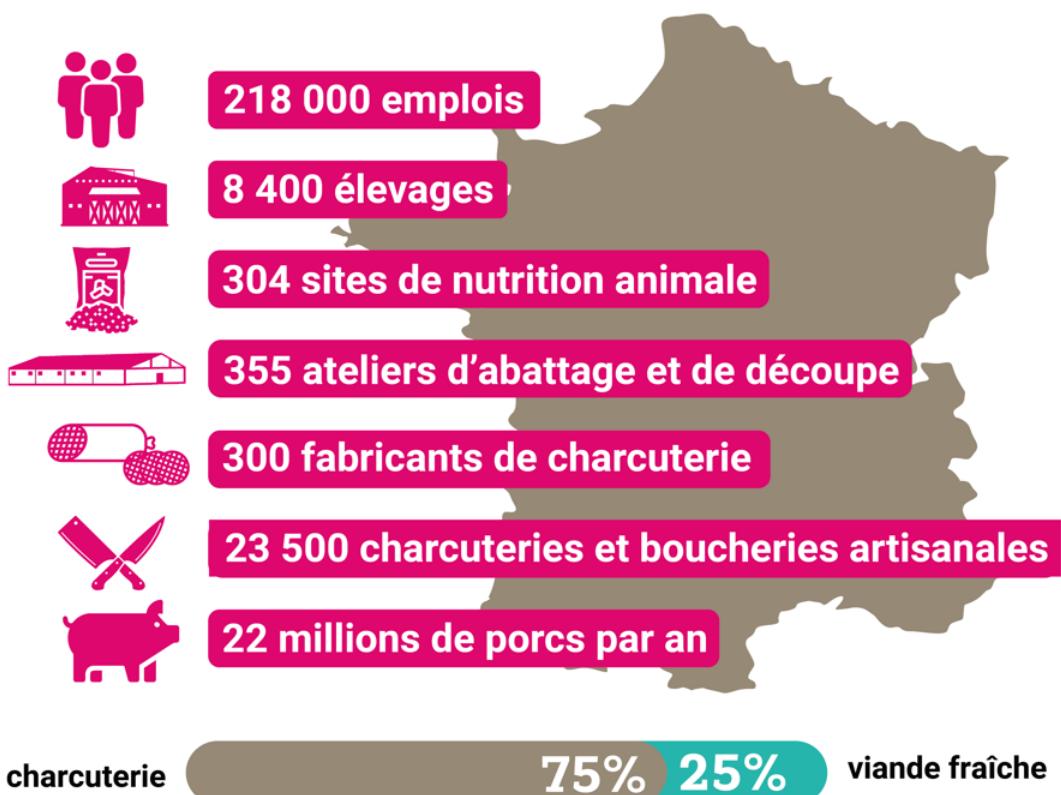
Chaque jour, les visiteurs pourront admirer et savourer la viande de porc et les charcuteries grâce aux démonstrations culinaires proposées par le CEPROC et aux dégustations de différentes spécialités régionales de charcuteries.



© guyrenaux.com

INFOGRAPHIE : LA FILIÈRE FRANÇAISE EN CHIFFRES CLÉS

LA FILIÈRE DU PORC EN FRANCE



Source : IFIP 2025 estimations non consolidées
©ADOCOM-RP

INAPORC
LES PROFESSIONNELS DE LA FILIÈRE PORCINE FRANÇAISE



À propos d'INAPORC :

INAPORC est l'interprofession nationale porcine. Elle rassemble tous les métiers de la filière porcine française : fabricants d'aliments pour les porcs, éleveurs, coopératives, abatteurs-découpeurs, industriels de la charcuterie-salaison, grande distribution, artisans bouchers et charcutiers-traiteurs, restauration collective. La filière porcine représente 218 000 emplois sur le territoire français, dont 25 000 en élevage.

Arnault, Sandra, Sefora & l'équipe Adocom – Service de Presse INAPORC
vous remercient de votre attention.
Tél. : 01 48 05 19 00 – Courriel : adocom@adocom.fr